

Projet de mine d'apatite à Sept-Îles par le promoteur Mine Arnaud

Mémoire

Rédigé et déposé par le citoyen Réjean Porlier

Objet du mémoire: l'acceptabilité sociale du projet

Sept-Îles, le 10 septembre 2013

Présentation

Bonjour,

Je suis natif de la Côte-Nord et suis résident de Sept-Îles depuis 1982, année durant laquelle j'ai obtenu mon diplôme d'études collégiales en électrotechnique au cégep de Hauterive.

C'est aussi en 1982 que je suis entré comme employé d'Hydro-Québec à titre de technicien en télécommunication, rattaché au centre de service de Sept-Îles. Depuis juillet 2008, j'occupe la fonction de président provincial du syndicat des Technologues d'Hydro-Québec. Mon travail se passe majoritairement à Montréal, mais ma résidence principale est demeurée à Sept-Îles.

Je pense pouvoir affirmer que je suis un citoyen engagé dans mon milieu. J'ai siégé sur différents comités d'école et j'ai organisé des soirées conférences pour sensibiliser les citoyens sur des sujets aussi variés que :

- _ La réingénierie de l'état
- _ La mondialisation
- _ L'eau
- _ L'avenir économique et énergétique du Québec
- _ L'indépendance énergétique du Québec

Je vis à Sept-Îles avec ma conjointe. Nos deux enfants sont de jeunes adultes qui étudient dans les grands centres et qui peut-être un jour reviendront sur la Côte-Nord.

C'est à titre de citoyen que je dépose le présent mémoire devant le BAPE.

Depuis 2011, je me sens particulièrement interpellé par le projet d'une immense mine à ciel ouvert à l'intérieur des limites de la ville, plus précisément à proximité de la grande baie de Sept-Îles. J'ai suivi toute l'actualité, afin de me faire une tête et surtout, je me suis informé, j'ai questionné et j'ai tenté de comprendre les différents impacts qu'aura, s'il se concrétise, ce projet de mine d'apatite. J'ai participé aux travaux du BAPE lors de la période de questions qui s'est déroulée du 27 au 30 août dernier à Sept-Îles.

J'ai aussi participé à un Forum organisé par "pour que le Québec ait meilleure Mine" le 8 février 2013, où il m'a été possible d'entendre la Ministre Martine des Ressources Naturelles, parler du développement minier au Québec. J'étais aussi au colloque organisé par le Ministère des Ressources Naturelles en mars 2013.

Finalement, j'ai accompagné le Député de Mercier, M. Amir Khadir, le 20 mars 2013, lors du dépôt d'un projet de Loi pour abroger l'article 246 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme du Québec, article qui donne justement préséance à la Loi des mines dans l'utilisation et l'exploitation des ressources qui se trouvent sur un territoire donné ou dans le sous-sol québécois.

Contexte

Le projet de mine d'apatite à Sept-Îles est sans conteste un projet qui aura beaucoup d'impacts sur les citoyens, qu'ils soient positifs ou négatifs. Dès lors, il faut se questionner sur ceux-ci, mais aussi sur les justifications qui militent en faveur ou en défaveur du projet.

D'abord pourquoi une mine d'apatite?

Les arguments évoqués principalement par les acteurs économiques locaux et les élus municipaux s'appuient sur les retombées économiques potentielles du projet. Ils soutiennent que celui-ci apportera une diversité à notre économie locale. Une économie disent-ils, qui est captive des aléas du marché l'industrie du fer.

On ne peut pas nier qu'il y aura certaines retombées, ne serait-ce que pour les emplois créés directement et indirectement, mais aucune planification financière sérieuse ne vient appuyer l'optimiste débordant dont font preuve les défenseurs du projet. Quant à la diversification financière, il n'y a rien de moins sûr qu'une mine, qu'elle soit d'apatite ou autre ne suivra pas les aléas du marché et n'amplifiera pas la dépendance déjà importante de la ville aux variations cycliques du prix du minerai. Nous n'avons jusqu'à maintenant que de vagues hypothèses émises par des gens qui tiennent mordicus à voir aboutir le projet.

D'autre part, il y aura nécessairement des coûts associés au projet : des coûts environnementaux, des coûts sociaux et des coûts reliés aux problèmes de santé que cette mine engendrera. Pour ce qui est des coûts sociaux, on peut d'ores et déjà dire qu'il y en aura. L'expérience de la mine d'or à Malartic est très révélatrice à ce sujet. Elle est documentée aussi. Une étude menée par l'université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, l'UQAT et dont les résultats ont été révélés en octobre 2012 amène plusieurs réflexions:

Quelques faits saillants de l'étude par thématique :

- **État de santé et détresse psychologique** : 33,9 % des répondants présentaient un indice élevé de détresse psychologique comparativement à 22 % pour la région de l'Abitibi-Témiscamingue. De plus, 63 % des répondants qui présentaient un niveau élevé de détresse psychologique ont déclaré qu'ils avaient subi un stress en lien avec le projet minier Canadien Malartic dans les 12 mois précédant l'enquête.
- **Environnement biophysique** : Plus de 40 % des répondants considéraient que la qualité de l'environnement sonore était mauvaise. La qualité de l'eau potable était considérée comme mauvaise par près du quart des répondants et la qualité de l'air, par plus de 28 %.

- **Environnement social** : Plus de 80 % des répondants se disaient satisfaits des activités scolaires et éducatives, des moyens de communication et des réseaux locaux. Trois personnes sur quatre étaient d'avis que Malartic est un endroit pour élever une famille. Plus de la moitié des répondants ont affirmé qu'ils changeraient de lieu de résidence si l'occasion leur était offerte et plus de 30 % quitteraient Malartic.
- **Environnement économique** : Un peu plus de 81 % des répondants considéraient que les possibilités d'emploi étaient bonnes ou très bonnes à Malartic comparativement à 94 % pour la région. Seulement le tiers des répondants était d'accord pour dire que le centre-ville de Malartic est attrayant.

Vivre à proximité d'une mine à ciel ouvert n'a rien d'une cure de repos et de santé. Il y aura un bruit permanent qui affectera le voisinage. Il faut savoir que pour plusieurs Sept-Îliens, le lac Rapide et ses environs représentent un lieu de villégiature exceptionnel, accessible à peu de frais. Pour plusieurs, il s'agit d'une soupape importante à quelques minutes de la ville. Le promoteur a beau nier les impacts négatifs du projet, la quiétude y sera passablement chamboulée.

Il y aura aussi nécessairement des impacts sur la disponibilité et l'accessibilité au logement. Ceux et celles qui n'auront pas accès aux bons emplois, subiront comme les autres la pression du marché. On connaît déjà bien cette dynamique à Sept-Îles où le prix des logements a atteint des sommets inquiétants. Tous les acteurs économiques se disent conscients du problème, mais lorsqu'il s'agit de mettre en place de vraies solutions, tout ce beau monde devient moins loquace. On ne va pas arrêter l'économie pour si peu.

Outre le promoteur, est-ce que quelqu'un croit sérieusement qu'il n'y aura pas d'impacts sur l'environnement et sur la santé? Toute l'eau souillée sur le site nous dit-on, sera récupérée et redirigée vers l'usine de filtration, laquelle éliminera toute trace de polluants. S'il n'en tenait qu'au promoteur, nous pourrions pratiquement boire l'eau à la sortie de l'usine. Les poussières fines émises dans l'air se précipiteront au sol dès qu'elles auront atteintes les limites de la propriété et n'affecteront pas les populations. Le promoteur banalise tous ces impacts depuis le début des séances d'information, à un point tel, qu'il a perdu toute crédibilité auprès d'une partie importante de la population. Le monde idéal n'existe pas. Le récent déversement de mazout dans la baie de Sept-Îles démontre une fois de plus les faiblesses de l'industrie. Qu'elles soient de cause humaine ou technique, les accidents arrivent à l'occasion, n'en déplaise à M. Biron. Une entreprise a pour mission première de faire des profits et l'histoire nous apprend que pour y arriver, elle doit parfois tourner les coins ronds.

Lors de son passage à Sept-Îles, le Dr Éric Notebaert, porte-parole de l'Association canadienne des médecins pour l'environnement (ACME) qui regroupe quelques 5000 membres, a déclaré que les études menées par le promoteur étaient incomplètes. Selon lui, le projet est inacceptable entre autres à cause des impacts sur l'eau, l'air et le bruit.

Fait à remarquer, aucune sortie publique n'a été faite par les ministères de la santé et le MDDEFP pour contredire les affirmations du Dr Notebaert. Le BAPE aurait été une excellente occasion pour faire les mises au point qui s'imposaient le cas échéant, mais l'absence de réponse des ministères à plusieurs questionnements citoyens n'est venue que confirmer les inquiétudes. Pire encore, le fait d'entendre les représentants des ministères s'en remettre au promoteur pour justifier de ne pas effectuer certaines analyses relevait d'une complaisance hors du commun.

Complaisance des représentants de la Ville aussi qui depuis les débuts, s'en sont remis presque aveuglement au promoteur. À certains égards, cela relevait davantage de la complicité que de la complaisance; le projet semblait devoir aller de l'avant à tout prix. Il faut savoir que Développement Économique Sept-Îles (DÉSI) a pris le relais du promoteur pour faire adhérer la population au projet. Un projet que la corporation tente de concrétiser depuis presque 20 ans. DÉSI est une corporation subventionnée à 100% par la Ville de Sept-Îles. Le Maire et deux conseillers siègent sur le conseil d'administration de DÉSI et de ce fait peuvent difficilement prétendre à la neutralité.

Cette complicité et ce manque de neutralité se sont transportés à plusieurs reprises aux réunions publiques du Conseil municipal. Les premiers citoyens qui ont osé questionner le projet Mine Arnaud quant aux impacts de celui-ci sur la santé des citoyens, ont eu droit à une arrogance hors du commun de la part de certains élus dont le Maire lui-même. On a tenté de les marginaliser pour ne pas dire de les ridiculiser jusqu'au moment où une rencontre d'information citoyenne organisée par des comités citoyens a réuni environ 400 personnes. Du coup, le ton a changé au Conseil municipal et les citoyens avaient droit à un peu plus d'égard.

Ce sont les pressions des comités citoyens qui ont poussé le Conseil municipal à parler de capteurs d'air et d'étude sur la source d'eau potable de la ville, laquelle est située à moins d'un kilomètre du claim minier. La complaisance du conseil de ville envers le promoteur ne s'est jamais démentie pour autant. Le Conseil n'a jamais voulu insister auprès du promoteur Mine Arnaud pour qu'il procède à une évaluation du risque toxicologique, malgré des recommandations des experts des ministères de la Santé Publique, du MDDEFP et de Santé Canada. Voici des extraits tirés d'un rapport de Santé Publique Côte-Nord daté du 7 mai 2012, de questions adressées par le MDDEFP et Santé Canada à l'intérieur des compléments de l'étude d'impacts

P.11 , du document du 3 mai 2013 du fédéral (Santé Canada) (Voir pièce jointe) : « *Afin de pouvoir se prononcer sur le risque que pourrait représenter le projet minier Arnaud pour la santé des populations avoisinantes, le promoteur devra modéliser au niveau des récepteurs sensibles, les concentrations pour les paramètres suivants : silice cristalline respirable et pentaoxyde de vanadium.* »

" Ces deux derniers composés peuvent provoquer de graves effets à la santé si les populations sont exposées à des concentrations suffisantes, sur une période de temps suffisant. La silice peut causer la silicose, une maladie entraîne une fibrose progressive des poumons, tandis que le pentaoxyde de divanadium a été classé par le Centre international de recherches sur le cancer comme substance du groupe 2 B (possiblement cancérigène pour les humains) d'après des preuves suffisantes de cancérigénicité sur des animaux de laboratoire. "

Ce programme devra viser minimalement les particules, les métaux et métalloïdes (incluant la silice) et le NO₂ (surtout lors du dynamitage).

Dans le commentaire sur la recevabilité de l'étude d'impact, la direction de la Santé publique de la Côte-Nord indique à la question 20 : *« Compte tenu des prévisions d'émissions de particules chez les premières résidences, nous souhaitons que la présence de silice soit évaluée en lien avec le risque pour la santé de la population limitrophe aux installations minières. »*

Dans la 2^e série de questions du MDDEFP (mars 2013),
http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/mine_apatite_sept-iles/documents/PR5.2.1.pdf:

QC - 35. *« Compte tenu des effets potentiels de la silice cristalline sur la santé humaine, l'initiateur doit modéliser ces particules dans l'air pour s'assurer du respect des critères de qualité de l'air de 0,07 g/m³ (concentration initiale de 0,04 g/m³) sur une période d'un an et de 8,6 g/m³ (concentration initiale de 0,3 g/m³) sur une période d'une heure. »*

Dans la première série de questions du MDDEFP au promoteur (juillet 2012), le commentaire suivant a été fait à Mine Arnaud :

http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/mine_apatite_sept-iles/documents/PR5.1_annexe7_chap7.pdf

QCA-7.14 Au niveau des émissions atmosphériques, l'initiateur doit présenter une caractérisation chimique et toxicologique des particules émises par la mine ainsi qu'une évaluation des effets des particules et de ses constituants chimiques sur le milieu récepteur, soit sur la santé par exposition directe (inhalation) et indirecte ainsi que les effets de ces particules sur l'environnement.

Il ne s'agissait donc pas d'une divergence entre les experts puisque tous recommandaient à un moment ou à un autre de procéder à l'évaluation du risque toxicologique, ce qui cautionne les inquiétudes des comités citoyens et les affirmations du Dr. Notebaert.

Autre fait troublant: le devis commandé à l'Organisme de Bassins Versants(OBV) par la Ville de Sept-Îles pour lancer une étude sur la source d'eau potable, a été amputé par la

ville, avec pour conséquence de retirer de celle-ci des éléments fondamentaux telle les informations relatives à l'acidification du lac. Le représentant de la ville, M. Denis Cléments est venu dire devant le BAPE, que cela avait été fait pour procéder plus rapidement. Alors pourquoi faire une étude si elle doit être bâclée?

Il s'agit d'un autre élément très questionnable de toute cette démarche qui vise à exploiter une mine à ciel ouvert: Les différents acteurs économiques et politiques ont demandé à ce que les travaux du BAPE se mettent en branle rapidement, prétextant qu'il s'agissait là de l'épreuve ultime à traverser par le promoteur. Les élus ont mentionné que nous aurions les réponses à toutes nos questions.

Le 22 avril dernier, j'ai déposé au Conseil de ville de Sept-Îles une pétition de plus de 5000 noms. Des personnes qui ont demandé à leurs élus de pouvoir se prononcer sur l'acceptabilité du projet Mine Arnaud par voie de référendum. 5000 citoyen.nes, c'est pratiquement la moitié de tous ceux et celles qui se sont présentés aux urnes aux dernières élections municipales. C'est beaucoup! Malgré tout, le Conseil a choisi de ne pas entendre la population en balayant du revers de la main cette possibilité.

Acceptabilité sociale

Depuis quelques années, il est beaucoup question d'acceptabilité sociale, particulièrement lorsqu'un projet débarque en milieu urbain ou périurbain. À ma connaissance, les projets de mini-centrales qui suscitaient beaucoup de mécontentement chez les populations ont amené le gouvernement à mettre en place cette notion d'acceptabilité par le milieu.

L'acceptabilité sociale est une notion qui a été passablement galvaudée. La plupart du temps, une fois reçu l'appui des élus, plusieurs prétendent avoir obtenu l'appui du milieu.

Voici la réflexion de Pierre Batellier, coordonnateur développement durable de cours en Responsabilité sociale de l'entreprise à HEC Montréal. M.Batellier a une Maîtrise en commerce international et développement, un DEA en analyse et modélisation économiques appliquées à l'environnement et un DESS en gestion.

Revoir les processus de décision publique : de l'acceptation sociale à l'acceptabilité sociale

01 octobre 2012

Par **Pierre Batellier**

Coordonnateur développement durable et chargé de cours en Responsabilité sociale de l'entreprise à HEC Montréal

La succession de mouvements importants de contestation sociale face à des décisions gouvernementales que ce soit dans le dossier du gaz de schiste, du Plan Nord ou de la hausse des frais de scolarité révèle une crise profonde du politique et plus particulièrement du mode de prise de décision gouvernementale. Pourtant, derrière les joutes verbales, les kilomètres de manifestation et le bruit des casseroles, la question centrale de la légitimité du processus de décision publique, bien qu'implicitement ou explicitement à la source d'une grande partie de ces conflits et résistances, est restée dans l'angle mort de la campagne électorale. On a parlé de « respect de la loi », notamment dans le contexte de la loi 78, mais peu de la légitimité de la loi et des décisions publiques telles que celles que le gouvernement libéral sortant tentait de vendre aux Québécois comme « justes », « raisonnables », « socialement responsables », « durables », « socialement acceptables ». Le gouvernement libéral a poussé un modèle « d'acceptation sociale » visant à faire accepter par les citoyens des choix établis a priori, dont la pertinence n'était pas démontrée, sans véritablement associer les citoyens ni leur laisser de marge de critiques, aussi constructives puissent-elles être. Ce modèle a généré une vive opposition et une saine mobilisation de la société civile mais elle laisse quand même beaucoup de dégâts en termes de tensions sociales, de cynisme et de résignation fort dommageables pour la démocratie et préoccupants au regard des défis qui nous attendent collectivement. Il faut sortir de la triple logique actuelle d'acceptation sociale de l'ère Charest et poser les bases d'une acceptabilité sociale redonnant une légitimité aux décisions publiques.

1) De l'exclusion à l'inclusion : changer de regard et redonner sa place à la société civile

Si le cœur des contestations sociales actuelles vient de plusieurs composantes de la société civile (comités de citoyens, ONG, milieu artistique, associations étudiantes, certains universitaires, etc.), c'est tout d'abord parce qu'elles se sentent exclues des décisions publiques sur les grands projets. Ces décisions sont trop souvent le fait de jeux d'influence nébuleux où certains acteurs et intérêts notamment économiques (associations sectorielles et professionnelles, chambres de commerce) et politiques (provincial et municipal) prédominent au détriment des autres acteurs qui, au final, ont peu ou pas de marge d'influence sur la prise de décision. Le moindre espace de discussion doit souvent être gagné par la mobilisation. Même nos remarquables acquis démocratiques comme le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) deviennent de trop rares lieux

de rattrapage voire de défouloir d'une expression absente en amont des grandes discussions et donc des décisions finales.

Cette exclusion repose tout d'abord sur la nature très scientifico-technique de l'évaluation des décisions qui tend à exclure de fait les dimensions sociopolitiques et environnementales souvent à l'origine des revendications de la société civile. **Un autre facteur de cette marginalisation est le diagnostic erroné d'une élite politico-économique qui caricature le citoyen : ignorant, mal informé, incapable de maîtriser les sujets complexes, émotif, anti-développement, incapable de décider et de faire des compromis...** À partir d'un tel diagnostic préalable, la pertinence d'associer ces acteurs est évidemment jugée faible. Parfois, les promoteurs se forcent, sans conviction, à rencontrer ces acteurs. Cependant, leur perception préalable négative tend à générer des approches défensives qui, elles-mêmes, mettent les citoyens sur la défensive aboutissant souvent à une impasse... Impasse venant confirmer les stéréotypes des promoteurs et nourrissant ainsi ce cercle vicieux.

Il importe donc de sortir de cette vision teintée de mépris qui laisse totalement de côté l'expertise qu'ont les citoyens, souvent les meilleurs experts de leur milieu, de leur réalité socio-économique, et donc à même d'apprécier les projets et leurs impacts, de les critiquer et de contribuer de manière constructive à leur enrichissement et à leur pertinence. Mais pour cela, les interactions ne doivent plus être unidirectionnelles des promoteurs vers la population dans une démarche d'information et de relations publiques mais plutôt ouvrir un dialogue bidirectionnel où chacun échange et écoute et où les acteurs concernés de la société civile occupent une place de protagonistes de la décision. Le gouvernement doit animer et faire vivre la discussion en portant une attention aux acteurs clefs et en accompagnant les moins bien outillés. Cette approche de participation et d'implication en amont des principaux acteurs concernés réduira les conflits subséquents en faisant ressortir des enjeux importants mais sera aussi plus à même de générer une appropriation des étapes, enjeux et échéances de ces projets.

2) Du comment au pourquoi : redonner le fardeau de la preuve au gouvernement

Une autre caractéristique de ces grandes décisions politico-économiques (gaz de schiste, Plan Nord, hausse des frais de scolarité) est l'absence d'une démonstration claire et explicite de leur pertinence. Ces décisions sont amenées au public sans portrait approfondi de la situation : pas d'explicitation d'un besoin énergétique dans un portrait énergétique renouvelé, absence d'un modèle clair de coûts-bénéfices du développement des ressources naturelles pour la société québécoise, pas d'état des lieux des besoins de financement des universités à moyen et long termes, etc. De plus, les alternatives, scénarios, arbitrages et compromis ne sont pas intégrés à la décision. Ainsi la question centrale du « pourquoi » et la possibilité d'arbitrage politique entre différents scénarios et alternatives sont exclues de la réflexion collective. Le gouvernement n'étant pas en mesure de démontrer rigoureusement et clairement la pertinence de son choix pour la

société québécoise, le « fardeau de la preuve » repose alors directement sur les acteurs les plus concernés : les riverains directs de la vallée du Saint-Laurent livrée aux gazières, un grand nombre d'Autochtones affectés par le Plan Nord, les organismes de la société civile, les étudiants, etc. Et ce, sans ressources publiques... Celles-ci étant pour beaucoup consacrées aux outils de relations publiques et de campagnes médias de la part des promoteurs pour gérer les perceptions et attitudes de la population !

C'est ainsi souvent dans ce vide de sens collectif et sur l'enthousiasme démesuré des décideurs pour leur projet qu'est amenée dans la sphère publique la discussion sur « comment mettre en œuvre la décision », sur les « accommodements raisonnables » et les mesures de mitigation permettant de les faire accepter. Et malheur à ceux qui ne veulent pas participer à ces discussions; ce serait « ne pas jouer le jeu de la démocratie »... Quand bien même la pertinence du projet n'a pas été préalablement démontrée !

Dans une vision renouvelée, la décision gouvernementale devrait se baser avant tout sur un portrait rigoureux de la situation et notamment sur une évaluation des réels besoins, réalisés en partenariat avec les principaux acteurs concernés – en associant notamment la riche expertise académique de notre société et non pas seulement certaines firmes privées de génie et de conseil. Cela constituerait une base de travail commune pour tous les acteurs, préalable incontournable à une discussion constructive. Ensuite, avant même d'entrer dans les mesures de mise en œuvre, seraient discutés d'entrée de jeu les critères d'évaluation de la pertinence du projet dont la démonstration de sa plus-value sociale au regard des différentes alternatives et options sur la table. Bref, un cadre préalable aux arbitrages et compromis en vue d'une décision finale.

3) Du fait accompli aux décisions libres: éviter les engrenages qui étouffent la discussion et attisent les conflits.

Un dernier facteur aggravant les deux précédents est le fait accompli devant lequel se retrouvent la plupart des acteurs. Certains gestes du gouvernement conduisent directement à des engrenages administratifs, économiques et juridiques qui rendent très difficile tout questionnement subséquent des projets : remettre en cause le développement du gaz de schiste une fois que les permis d'exploration aient été octroyés à des entreprises sur la quasi-totalité du territoire habité; questionner le Plan Nord après une campagne mondiale de promotion et des promesses données par le premier ministre en personne (cadre juridique, redevances, investissements publics, etc.); débattre du financement des universités dans un contexte de perte potentiel de sessions d'études...

Ces phénomènes d'engrenage poussent les acteurs vers une vive résistance souvent empreinte de radicalité étant donné le contexte d'urgence, réduisant aussi leur capacité à développer des positions divergentes, des scénarios alternatifs solides et constructifs. Cela ajouté au fait que la mobilisation, souvent bénévole, est épuisante et gruge énormément d'énergie et de ressources qui ne peuvent être canalisées vers une

proposition d'alternatives. Cette faiblesse est alors exploitée par les promoteurs des décisions politico-économiques, qui confrontent les « opposants » les accusant de ne pas s'être exprimés avant – encore eut-il fallu qu'ils le puissent - ou de ne rien avoir à proposer comme alternatives, ce qui est presque impossible lorsqu'on résiste dans l'urgence. Cette dernière attaque est d'ailleurs particulièrement dangereuse car toute opposition ou résistance ne doit pas forcément être conditionnelle à l'offre d'alternative, souvent complexe et longue à construire pour des citoyens avec peu de ressources.

Une approche renouvelée de la prise de décision publique devrait systématiquement prévenir ces engrenages qui empêchent la discussion constructive, et enferment les citoyens dans des logiques de résistance épuisantes ou, au contraire, dans des comportements de résignation. La prise de décision doit se fonder sur un choix libre - on peut encore dire « non »-, préalable - la question se pose avant que le « rouleau compresseur » ne soit lancé sur le terrain - et éclairé, une fois que suffisamment d'informations sont disponibles pour prendre la décision. Sans ces conditions, toute démarche de construction collective et d'appropriation des choix est évacuée.

Conclusion – Un État renouvelé pour assumer nos défis de long terme et une véritable acceptabilité sociale pour nos décisions publiques

Ce triple changement d'approche et cette sortie de la logique d'acceptation est un vaste chantier qui demande tout d'abord une analyse critique du mode de décision actuel. Il impliquait un changement de gouvernement. L'arrivée du Parti Québécois ouvre donc la porte à la possibilité d'un certain renouveau à ce niveau.

Loin de « tasser » l'État, il remet le politique - au sens de la prise de décision collective et du bien commun - à l'avant scène. Ce changement implique quelques réformes institutionnelles visant à mieux faire fonctionner ensemble la démocratie participative et la démocratie représentative et à mettre plus de rigueur, de transparence et d'indépendance aux différents stades décisionnels. Il nécessite aussi des compétences personnelles des décideurs publics en termes de dialogue, d'écoute, de capacité à trouver des compromis, d'animation de débats publics. Cela n'enlève pas le rôle d'arbitre final du gouvernement mais lui confère une nouvelle responsabilité quant à la construction du débat public à la source de la décision finale. Cette responsabilité devra aussi être partagée par l'ensemble des acteurs de la société civile dans ce nouveau contexte d'ouverture et de transparence.

Collectivement, nous devons saisir l'importance de ces processus de décision renouvelés, plus lents et coûteux, certes en opposition avec la logique souvent court-termiste de nombreux acteurs (conseillers politiques, investisseurs, agences de notation, etc.) mais plus pérennes, culturellement et politiquement plus enrichissants pour la société québécoise grâce à l'appropriation et la responsabilisation des acteurs qu'ils impliqueront. Pour cela, il faut rapidement sortir de la logique d'acceptation actuelle (Tableau 1) qui nourrit conflits, rancunes, cynisme et tensions, autant de lourds passifs

dans la perspective des grands défis de long terme qui s'en viennent: surconsommation énergétique et des ressources naturelles, dégradation de nos patrimoines agricoles, historiques et culturels, endettement public, réduction des inégalités, problèmes de santé publique et de gestion des retraites, etc. Il s'agit là de défis et de décisions complexes qui appellent une solidarité collective sans précédent et qui devront être reçus comme légitimes pour réussir. Cette légitimité passera par un mode de décision publique renouvelé et véritablement centré sur l'acceptabilité sociale (Tableau 1) dont il faut commencer à construire rapidement les bases au Québec, avant que les séquelles de certains confits autour de ces choix ne soient trop lourdes et en profitant du fait que la jeunesse et le monde universitaire soient parties prenantes actives et centrales du débat public !

Tableau 1 : Acceptation – Acceptabilité : deux paradigmes

Deux paradigmes ?	« Acceptation sociale »	« Acceptabilité sociale »
Question clef	Comment ?	Pourquoi ?
Moment (<i>Timing</i>)	<i>En aval de la décision</i>	<i>En amont de la décision</i>
Conception de la mobilisation citoyenne	Population ignorante Inquiétudes injustifiées Problème d'attitudes « réfractaires »	Intelligence citoyenne à valoriser et intégrer. Désir de contribuer ENSEMBLE au projet / changement
Initiative	Entreprise : démarches volontaires et codes de conduite	Entreprise et instances de responsabilité publique (gouvernement, BAPE, INSPQ, etc.)
Sujet des échanges	Bon voisinage (politesse) Bon citoyen (philanthropie) Atténuation des impacts / « accommodements raisonnables »	Décision du projet Définition des termes de l'évaluation du projet : démonstration de la « plus-value sociale »
Approche « scientifique »	Science technique et économique	Science complexe, interdisciplinaire (nécessité d'un dialogue des savoirs)

Outils	Information et éducation de la population / Marketing social Consultation Relations publiques	Communication Participation de la population. Concertation Relations communautaires
Sens des apprentissages	Unidirectionnel De l'entreprise vers la communauté	Bidirectionnel : échanger pour construire des apprentissages communs
Prise de décision	Rapide et génératrice de conflits	Plus lente et pertinente
Relations avec le pouvoir public	Lobbying. Conformité réglementaire	Engagement politique responsable Amener le gouvernement dans le contexte de dialogue commun
Pérennité décision	Faible (fortes contestations)	Forte (consensus social)

Note: Ce texte est tiré d'une démarche d'observation externe et parfois participante, notamment dans le dossier du gaz de schiste. Il s'inscrit dans la lignée des réflexions élaborées – et compilées dans les deux textes ci-dessous – sur les questions de démocratie et de mobilisation citoyenne en collaboration avec Lucie Sauvé, professeure titulaire au département de didactique de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), directrice du Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté, membre de l'Institut des sciences de l'environnement. Il s'appuie aussi sur les apprentissages et échanges réalisés dans le cadre des activités du Collectif scientifique sur la question du gaz de schiste au Québec.

Site du Collectif scientifique sur la question du gaz de schiste au Québec : <http://www.collectif-scientifique-gaz-de-schiste.com>

Batellier, P. et Sauvé, L. (2011). La mobilisation des citoyens autour du gaz de schiste au Québec : les leçons à tirer. Dossier « Relations avec les communautés », sous la direction d'Emmanuel Raufflet. Gestion. Revue internationale de gestion - HEC Montréal, 36(2), Été 2001, 49-58.

http://www.unites.uqam.ca/ERE-UQAM/pdf/acteur/lucie_sauve/Batellier_Sauve_Les_lecons_a_tirer.pdf

Sauvé, L. et Batellier, P. (2011). La mobilisation citoyenne sur la question du gaz de schiste au Québec : Une exigence de démocratie. Nouveaux Cahiers du Socialisme, 6, « Écosocialisme ou barbarie » (sous la direction de Brouillette, V., Guay, N., Levy, A., Martin, E. et Poulin, R.), Automne 2011, 224-236.

http://www.unites.uqam.ca/ERE-UQAM/pdf/acteur/lucie_sauve/Sauve_Batellier-Gaz_de_schiste_et_democratie%20.pdf

Cette analyse de Pierre Batellier colle très bien à la réalité du projet Mine Arnaud.

Mine Arnaud et l'acceptabilité sociale

Le projet Mine Arnaud n'est pas différent des autres projets d'envergure; la notion d'acceptabilité sociale doit faire partie de l'équation et le promoteur le sait très bien. Il n'a pas lésiné sur les rencontres avec la population pour venter son projet: soirées d'information, journées thématiques interactives, distribution dans tous les foyers de dépliants etc.

Différentes tribunes ont permis aux citoyen.nes de questionner les différents aspects du projet, mais rien de tout cela ne peut être considéré comme une quelconque acceptabilité sociale, tout au plus un complément d'information.

En fait, depuis les débuts, on voit qu'il est davantage question d'acceptation sociale, le but n'étant pas de savoir si le projet est accepté par la population, mais ce qu'il faut mettre en place pour tenter de le rendre acceptable. Comme l'explique M.Batellier, lorsqu'on parle d'acceptation, on ne questionne pas le pourquoi on devrait aller de l'avant ou non, mais plutôt comment nous irons.

La pétition est éloquent de ce point de vue. Comment parler d'acceptabilité du projet si un nombre aussi important de citoyen.nes demande à se prononcer. Quel élu peut prétendre mieux connaître l'opinion de sa population que la population elle-même? Il faut être drôlement culotté pour parler au nom de nos commettants qui demandent à s'exprimer. Personne ne se surprendra de voir le promoteur fermer la porte à un référendum populaire, lequel pourrait compromettre sérieusement ses ambitions d'aller de l'avant avec le projet. Mais quels avantages retirent les élus à bâillonner l'opinion publique?

Par cette pétition, la population a exprimé très clairement qu'elle souhaitait avoir le dernier mot.

Ma réflexion

Le citoyen que je suis ne peut que tirer la conclusion suivante:

Si les ministères de la santé publique et le MDDEFP n'ont pas cru bon d'appuyer leurs experts et exiger du promoteur qu'il procède à une évaluation du risque toxicologique;

Si les ministères qui à mon point de vue sont ceux qui doivent assurer l'application de la réglementation et le respect des normes, ont plutôt développé pour réflexe de s'en remettre au promoteur pour évaluer s'il doit ou non procéder à telle ou telle autre analyse;

Si le Conseil municipal qui depuis les tout débuts, avant même d'avoir attendu les conclusions du BAPE se disait très favorable au projet Mine Arnaud;

Puisque le gouvernement pourra difficilement prétendre être neutre lorsqu'il prendra sa décision d'aller de l'avant ou non, étant partenaire majoritaire dans le projet;

Parce que ce projet est d'une telle ampleur qu'il changera de façon importante la qualité de vie des Sept-Îliens durant la période d'exploitation, mais aussi après;

Parce que les citoyen.nes sont les meilleurs experts de leur milieu;

Parce qu'à la sortie du BAPE, plusieurs questions seront demeurées sans réponse;

Parce que l'actuelle Loi des mines permet à un promoteur de modifier le décret gouvernemental sans autre obligation;

Parce que l'expérience de Malartic devrait nous inciter à la précaution;

Je demande au BAPE, à titre de citoyen, mais aussi à titre de signataire d'une pétition comportant quelques 5000 signataires, de recommander au gouvernement de tenir en compte cette pétition et le cas échéant, de permettre à la population de se prononcer par voie référendaire sur l'acceptabilité sociale du projet Mine Arnaud.

Je tiens à souligner que je n'ai aucune confiance dans une évaluation du risque toxicologique menée par le promoteur Mine Arnaud, lequel a mainte fois mentionné qu'il n'y avait pas de dépassement de norme et qui candidement devant le BAPE faisait la démonstration du contraire. Tout cela dans un climat de complaisance hors du commun de la part des Ministères qui me consterne.

Je pense que les citoyen.nes ont le droit de s'inquiéter et de choisir jusqu'où le risque et la détérioration de leur qualité de vie est acceptable ou non. Je tiens à léguer à la prochaine génération un milieu de vie où il fait bon vivre.

